



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 27 du 02 juillet 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 02 juillet 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1003
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	1003
Arrêté du 28 juin 2012 portant mandatement d'office.....	1003
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1003
CABINET.....	1003
Bureau du cabinet.....	1003
Arrêté du 11 juin 2012 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2012.....	1003
Arrêté N° 2012/017 du 26 juin 2012 portant agrément pour l'exercice d'une activité de domiciliation d'entreprises.....	1004
Bureau des polices administratives.....	1004
Arrêté n° 20083411 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la BNP PARIBAS à 54000 Nancy.....	1004
Arrêté n° 20083615 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au CREDIT MUTUEL à 54120 Baccarat.....	1005
Arrêté n° 20083712 du 12 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Alexis Vautrin à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy.....	1006
Arrêté n° 20083747 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Hospitalier Universitaire de Brabois à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy.....	1006
Arrêté n° 20083991 du 13 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la SAS MAXORA INTERMARCHÉ à 54140 Jarville La Malgrange.....	1007
Arrêté n° 20084137 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au magasin DECATHLON à 54180 Heillecourt.....	1008
Arrêté n° 20084138 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au magasin DECATHLON à 54350 Mont-Saint-Martin.....	1008
Arrêté n° 20084166 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Ecole Supérieure d'Optique et de Lunetterie à 54000 Nancy.....	1009
Arrêté n° 20084224 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à 54000 Nancy.....	1010
Arrêté n° 20084288 du 15 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LA POSTE à 54120 Baccarat.....	1010
Arrêté n° 20084309 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LA POSTE à 54570 Foug.....	1011
Arrêté n° 20100292 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la société LIDL à 54530 Pagny-sur-Moselle.....	1012
Arrêté n° 20110498 du 13 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au Tabac Presse Jeux « AU CHIQUITO » à 54340 Pompey.....	1012
Arrêté n° 20110566 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au magasin « DECO FLEURS » à 54230 Neuves-Maisons.....	1013
Arrêté n° 20120002 du 15 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ESSO EXPRESS VANDOEUVRE à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy.....	1014
Arrêté n° 20120015 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'EURL PAM FRUITS ET LEGUMES à 54700 Pont-à-Mousson.....	1015
Arrêté n° 20120020 du 13 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la banque KOLB à 54270 Essey-lès-Nancy.....	1016
Arrêté n° 20120023 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au magasin DIA – CP2B GESTION à 54630 Richardmémil.....	1016
Arrêté n° 20120024 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Tabac Presse Jeux DURAND à 54290 Bayon.....	1017
Arrêté du 2 juillet 2012 concernant les 6e et 7e étapes du Tour de France cycliste 2012.....	1018
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1020
Arrêté n° 2012/109/SIDPC du 1er juin 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme.....	1020
Arrêté n° 2012/113/SIDPC du 14 juin 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme.....	1021
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1021
Bureau des procédures environnementales.....	1021
Arrêté N° 54-2011-00182 du 21 juin 2012 portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme d'aménagement et d'entretien du Rawé sur la commune de Fléville-Lixières.....	1021
Arrêté 2012-DLP/BUPE n° 343 du 13 juin 2012 modifiant l'arrêté inter-préfectoral 2011-DLP/BUPE-15 du 12 janvier 2011 portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat.....	1023
Arrêté du 26 juin 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville.....	1024
Arrêté n° 54-2012-00062 du 26 juin 2012 portant autorisation temporaire au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant le confortement du Pont des Haras sur la commune de Rosières-aux-Salines.....	1025
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1027
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1027
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1027
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-040 en date du 22 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A330 du PR 0+000 au PR 3+100.....	1027
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-041 en date du 28 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif à l'exploration d'une cavité située en accotement le long de la RN52, au PR 14+050, dans le sens Metz - Longwy.....	1029
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-043 en date du 28 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de fauchage sur RN52 du PR 0+000 au PR 25+000.....	1030
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1032
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1032
Etablissements de santé.....	1032
Arrêté N° 2012.0582 du 23 mai 2012 portant autorisation de transfert des 12 places autorisées et installées du foyer d'accueil médicalisé (FAM) de Bayon, gérée par le Carrefour d'accompagnement public social (CAPs), établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines vers les CAPs, établissement public départemental (EPD) de Rosières-aux-Salines N° FINESS de l'établissement : 54 001 3539.....	1032
Décision N° 2012-0045 du 8 juin 2012 portant autorisation de transfert des places autorisées et installées de la maison d'accueil spécialisée (MAS) de Rosières-aux-Salines, gérée par le Carrefour d'accompagnement public social (CAPs), établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines vers les CAPs, établissement public départemental (EPD) de Rosières-aux-Salines - N° FINESS de l'établissement : 54 001 2531.....	1032
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0626 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1033
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0627 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1034
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0628 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1035
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0629 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1035
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0630 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1036
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0631 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1037
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0632 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1038

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0633 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1038
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0634 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1039
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0635 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1040
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0636 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1040
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0637 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1041
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1042
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1042
Décision du 25 juin 2012 portant renouvellement d'agrément d'une entreprise solidaire (Société Nouvelle GAUTIER MOULRON - 54000 Nancy) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1042
SSRE / DOETH.....	1042
Décision du 15 juin 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (M.T Services - 54200 Toul).....	1042
Décision du 21 juin 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (EVEIL DES SENS - 54470 Lironville).....	1043
Récépissé de déclaration du 24 mai 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/517847525 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. HAMEL Olivier - 54230 Neuves-Maisons).....	1043
Récépissé de déclaration du 4 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/750125197 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. MARCHAL Pascal - 54480 Val et Chatillon).....	1044
Récépissé de déclaration du 11 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499012755 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (El MALLAIZEE Paul - 54210 Ville en Vermois).....	1044
Récépissé de déclaration du 18 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/751230731 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (SARL ARIANE SERVICES - 54770 Bouxières-aux-Chênes).....	1045
Récépissé de déclaration du 18 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/265400879 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (CCAS de Frouard - 54390 Frouard).....	1045
Récépissé de déclaration du 19 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/783339807 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (ESAT « ATELIERS DU HAUT DES VANNES » - 54460 Liverdun).....	1045
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1046
SECRETARIAT GENERAL.....	1046
Arrêté 2011 DDT du 25 janvier 2012 concernant la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour.....	1046
Arrêté 2012-1 DDT du 21 juin 2012 concernant la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour.....	1047
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1048
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/275 du 22 mai 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Charey.....	1048
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/276 du 22 mai 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Xammes.....	1049
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/286 du 12 juin 2012 portant dissolution de l'association foncière de Chaudeney-sur-Moselle.....	1049
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/287 du 7 juin 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Doncourt-lès-Conflans / Bruville.....	1050
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/293 du 11 juin 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bénaménil.....	1050
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/294 du 21 juin 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Cutry.....	1051
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1051
Arrêté N° B-2012-016 du 7 juin 2012 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques.....	1051
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	1052
Arrêté n° 11.D.D.P.P.96 du 10 novembre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur KAYSER Mélanie à Nomeny.....	1052
Arrêté n° 12.D.D.P.P.22 du 21 février 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur BERTOLANI Alice à Lunéville.....	1052
Arrêté n° 12.D.D.P.P.54 du 15 mai 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur REICHERT Priscilla à Joëuf.....	1052
Arrêté n° 12.D.D.P.P.55 du 15 mai 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur PETIT Marie-Claire à Lunéville.....	1053
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1053
AUTRES SERVICES.....	1053
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1053
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1053
Avis de concours interne sur épreuves d'Agent de maîtrise en date du 21 juin 2012.....	1053
CENTRE PSYCHOTHERAPIE DE NANCY.....	1054
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1054
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier en date du 28 juin 2012.....	1054
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement de deux Maîtres Ouvriers en date du 28 juin 2012.....	1054
Avis de concours sur titres pour le recrutement de neuf Ouvriers Professionnels Qualifiés en date du 28 juin 2012.....	1054

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE****Arrêté du 28 juin 2012 portant mandatement d'office**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1612-16, L. 2321-1 et L.2321-2 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 12.BI.23 2012 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU le courrier du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle du 15 septembre 2011 demandant la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office à l'encontre de la commune de Brémontcourt, redevable envers le service intercommunal scolaire d'Einvaux d'un montant de 4 652 € correspondant à sa contribution financière au titre des années 2009 et 2010 ;
VU la lettre de mise en demeure du 4 octobre 2011 adressée au maire de Brémontcourt ;
CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 8 février 2012 est abrogé.

Article 2 : Une somme de 4 652 € correspondant à la contribution financière de la commune de Brémontcourt au titre de sa participation pour les années 2009 et 2010 est attribuée au syndicat intercommunal scolaire d'Einvaux.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6554 « contribution aux organismes de regroupement » sur le budget principal 2012 de la commune de Brémontcourt.

Article 4 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 5 : M. le sous-préfet de Lunéville et M. le trésorier de Bayon-Blainville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 11 juin 2012 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics, modifié par les décrets des 1er juillet 1922 et 17 mars 1924,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
VU le décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics,
VU l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant les conditions d'application du décret du 1er mai 1897 modifié instituant les médailles d'honneur en faveur des personnels d'exploitation du ministère de l'équipement,
VU l'article 1er du décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 et portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics par le préfet du département territorialement compétent,
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet,

ARRETE

Article 1er : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

M. Dominique BONNARD
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
1857 rue de Xertigny
88390 Darnieulles

M. Maurice BONNARD
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
702 rue de Xertigny
88390 Girancourt

M. Eric ROYER
Ouvrier des parcs et ateliers spécialiste B
70 rue du Chesnois
88240 Bains-les-Bains

M. Jean-François FRENOT
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
71 rue des Prés Guenilles
88220 Dounoux

M. Alain MOREL
Agent d'exploitation spécialisé des TPE

19 route de Sanchev
88390 Uxegney

M. Bruno ARNICOT
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
59 rue de Saint-Dizier
51250 Sermaize-les-Bains

M. Michel PREISLER
Ouvrier des parcs et ateliers réceptionnaire
Lotissement de la Trace
55190 Troussay

M. Yves BRIAUX
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
10 impasse Magdeleine
55130 Tronville-en-Barrois

M. Joël FAGNIERES
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
1 rue Hannequin
54130 Pargny-sur-Saulx

M. Serge LECERF

Agent d'exploitation spécialisé des TPE
Maison éclusière n°5
55200 Euville

M. Jean-Michel MARTIN

Chef d'équipe d'exploitation des TPE
2 rue du Chaumoussée
55000 Rumont

M. Philippe RAZZINI

Agent d'exploitation spécialisé des TPE
79 rue de Lorraine
55800 Contrisson

M. Thierry HERBST

Agent d'exploitation spécialisé des TPE
Maison Exlusièrre n° 1 de Fontenoy-sur-Moselle
54200 Villey-Saint-Etienne

M. Dominique MALRIAT

Agent d'exploitation spécialisé des TPE

3 rue des Primevères
57440 Algrange

M. Dominique SCHIRMER

Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE
5 rue de l'Ecluse
57970 Koenigsmacker

M. Marc PESENTI

Ouvrier des parcs ateliers spécialiste B
28 rue de la Forêt
57480 Sierck-les-Bains

M. Jean-Paul ILLY

Ouvrier des parcs ateliers réceptionnaire
3 rue des Mésanges
54370 Maixe

M. Christian MIRGON

Agent d'exploitation spécialisé des TPE
14 Grande rue
54370 Parroy

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.
Nancy, le 11 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 2012/017 du 26 juin 2012 portant agrément pour l'exercice d'une activité de domiciliation d'entreprises

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

VU le code de commerce, notamment ses articles L. 123-11-3, L. 123-11-4, L. 123-11-5 et L. 123-11-7 ;

VU le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-37 à L. 561-43 ;

VU l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment ses articles 9 et 20 ;

VU le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la Commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R. 561-50 du code monétaire et financier) ;

VU le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprise soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R. 123-166-1 à R. 123-166-5 du code de commerce) ;

VU la circulaire NOR IOCA1007023C du 11 mars 2010 du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales relative aux conditions d'agrément des entreprises fournissant une domiciliation juridique ;

VU le dossier de demande d'agrément présenté par la SARL MEDIATEL le 20 juin 2011 ;

VU la notification de transfert de siège social adressée par la SARL MEDIATEL le 18 juin 2012 ;

VU la saisine du chef du service départemental du renseignement intérieur en date du 11 août 2011 ;

VU la saisine du directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle (secrétaire permanent du comité opérationnel départemental anti-fraude) en date du 11 août 2011 ;

CONSIDÉRANT que la SARL MEDIATEL satisfait aux obligations imposées par la loi et que ses dirigeants présentent une honorabilité et une aptitude conformes aux attentes exigées des entreprises intervenant dans le secteur économique et financier ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2011/012 du 8 novembre 2011 portant agrément pour l'exercice d'une activité de domiciliation d'entreprises de la société MEDIATEL est remplacé par :

« La société MEDIATEL, société à responsabilité limitée au capital de 25 000 €, domiciliée Parc de Haye, 161 rue André Bisiaux, à MAXEVILLE (54320), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nancy sous le numéro 334 225 331, est agréée pour exercer l'activité de domiciliation d'entreprises pour une durée de six ans.

Cet agrément concerne les 2 établissements situés à l'adresse suivante :

Parc de Haye, 161 rue André Bisiaux à MAXEVILLE (54320),

Centre d'affaires Les Nations, 23 boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) »

Article 2 : Cet arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès de mes services: le recours devra être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux,

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration. S'il ne vous a pas été répondu, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté,

- soit d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, sis à Nancy, 5 place de la Carrière.

Article 3 : La sous-préfète, directrice de cabinet, et la gérante de la société MEDIATEL sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Bureau des polices administratives**Arrêté n° 20083411 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la BNP PARIBAS à 54000 Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 1999 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection, modifié par arrêté du 12 février 2008 ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 132 avenue de Strasbourg, 54000 NANCY, présentée par Monsieur le Responsable Sécurité de la BNP PARIBAS ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur le Responsable Sécurité de la BNP PARIBAS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083411.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 1999 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable de l'Agence ou de la Sécurité.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures qui passent de 3 à 6 caméras.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité de la BNP PARIBAS ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083615 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au CREDIT MUTUEL à 54120 Baccarat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997, modifié par les arrêtés du 8 février 2010 et du 5 octobre 2010, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé 25 rue Adrien MICHAUT, 54120 BACCARAT, présentée par Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Le CREDIT MUTUEL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083615.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Chargé de Sécurité.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures qui passent de 5 à 8 caméras.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Chargé de Sécurité du CREDIT MUTUEL, au Maire de BACCARAT ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.
Nancy, le 15 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083712 du 12 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Alexis Vautrin à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection au sein du Centre ALEXIS VAUTRIN ;
VU la demande présentée par le CENTRE ALEXIS VAUTRIN pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 6 avenue de BOURGOGNE, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 sus-visé au CENTRE ALEXIS VAUTRIN est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083712.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Giuliano GIANGRECO, Responsable Services Techniques et Sécurité.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Giuliano GIANGRECO, Responsable Services Techniques et Sécurité au Centre Alexis VAUTRIN, ainsi qu'au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 12 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083747 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Hospitalier Universitaire de Brabois à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par Madame la Directrice des Hôpitaux de BRABOIS, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé rue du MORVAN, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 11 mai 2004 sus-visé, au Centre Hospitalier Universitaire de BRABOIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083747.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Isabelle VIDREQUIN, Directrice des Hôpitaux de BRABOIS.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Madame Isabelle VIDREQUIN, Directrice des Hôpitaux de BRABOIS, ainsi qu'au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083991 du 13 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la SAS MAXORA INTERMARCHE à 54140 Jarville La Malgrange

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 portant autorisation pour l'installation d'un système

de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 115 rue de la REPUBLIQUE, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE, présentée par Monsieur FLOQUART, Président Directeur Général de la SAS MAXORA INTERMARCHE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur FLOQUART, Président Directeur Général de la SAS MAXORA INTERMARCHE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083991.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 30 juin 2003 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur FLOQUART, Président Directeur Général.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures qui passent de 8 à 14 caméras,

- le nombre de caméras extérieures qui passent de 2 à 3 caméras.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur FLOCQUART, Président Directeur Général de la SAS MAXORA INTERMARCHE, ainsi qu'au Maire de la commune de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084137 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au magasin DECATHLON à 54180 Heillecourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 mai 2007 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par Monsieur Arnaud JACQUEMIN, Directeur du magasin DECATHLON, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 2 allée des ERABLES, 54180 HEILLECOURT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 30 mai 2007 sus-visé, au magasin DECATHLON est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084137.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Arnaud JACQUEMIN, Directeur.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur Arnaud JACQUEMIN, Directeur du magasin DECATHLON, ainsi qu'au Maire de la commune d'HEILLECOURT.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084138 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au magasin DECATHLON à 54350 Mont-Saint-Martin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2008 portant autorisation d'un système de vidéoprotection;
VU la demande présentée par Monsieur Jérôme MECHE, Directeur du magasin DECATHLON, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé ZAC du Parc International des 3 Frontières, 54350 MONT-SAINT-MARTIN ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 11 janvier 2008 sus-visé, au magasin DECATHLON est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084138.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Jérôme MECHE, Directeur.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur Jérôme MECHE, Directeur du magasin DECATHLON, ainsi qu'au Maire de la commune de MONT-SAINT-MARTIN, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084166 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Ecole Supérieure d'Optique et de Lunetterie à 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2007 portant autorisation pour l'installation d'un

système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 6 rue Notre DAME, 54000 NANCY, présentée par Monsieur Pierre ANDRIEU, Directeur de l'Ecole Supérieure d'Optique et de Lunetterie ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Pierre ANDRIEU, Directeur de l'Ecole Supérieure d'Optique et de Lunetterie est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084166.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 1er octobre 2007 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur de l'Ecole Supérieure d'Optique et de Lunetterie.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures qui passent de 3 à 2 caméras,

- l'établissement est désormais situé à l'adresse suivante : 6 rue Notre Dame, 54000 NANCY.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre ANDRIEU, Directeur de l'Ecole Supérieure d'Optique et de Lunetterie ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084224 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection, modifié par arrêté du 15 février 2005 ;
VU la demande présentée par Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Hôpital CENTRAL et Hôpital SAINT JULIEN, 29 avenue DE LATTRE DE TASSIGNY, 54000 NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084224.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la Direction des Hôpitaux Urbains.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084288 du 15 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LA POSTE à 54120 Baccarat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par Monsieur Michel GEORGES, Directeur Territorial Sûreté pour LA POSTE, concernant le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 22 rue Adrien MICHAUD, 54120 BACCARAT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 septembre 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084288.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Directeur d'établissement.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur Michel GEORGES, Directeur Territorial Sûreté pour LA POSTE, au Maire de la commune de BACCARAT ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084309 du 13 juin 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LA POSTE à 54570 Foug

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par Monsieur Michel GEORGES, Directeur Territorial Sûreté pour LA POSTE, concernant le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 5 rue du Docteur SCHNEIDER, 54570 FOUG ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 29 juin 2005 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084309.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Michel GEORGES, Directeur Territorial Sûreté .

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur Michel GEORGES, Directeur Territorial Sûreté pour LA POSTE, au Maire de la commune de FOUG ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL. Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20100292 du 15 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la société LIDL à 54530 Pagny-sur-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection, modifié par arrêté du 17 octobre 2011 ;

VU la demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé rue Anatole FRANCE, 54530 PAGNY SUR MOSELLE, présentée par Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO, Directeur Régional de la société LIDL ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO, Directeur Régional de la société LIDL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100292.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Léa ALLIOT, responsable administratif.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras intérieures qui passent de 12 à 14 caméras intérieures,
- Le droit d'accès aux images.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO, Directeur Régional de la société LIDL, ainsi qu'au Maire de PAGNY SUR MOSELLE.

Nancy, le 15 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110498 du 13 juin 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au Tabac Presse Jeux « AU CHIQUITO » à 54340 Pompey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2012 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé SNC LHUILLIER-FRANCOIS, TABAC PRESSE JEUX « AU CHIQUITO », 18 rue du Général DE GAULLE, 54340 POMPEY, présentée par Madame Marie-Christine LHUILLIER, gérante ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Madame Marie-Christine LHUILLIER est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20110498.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 13 février 2012 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Marie-Christine LHUILLIER, gérante.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures qui passent de 6 à 8 caméras.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Marie-Christine LHUILLIER, gérante de la SNC LHUILLIER-FRANCOIS, ainsi qu'au Maire de la commune de POMPEY.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110566 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au magasin « DECO FLEURS » à 54230 Neuves-Maisons

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Emma BEUDIN, gérante du magasin « DECO FLEURS », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 72 rue CAPITAIN CAILLON, 54230 NEUVES MAISONS ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 puis du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Madame Emma BEUDIN, gérante du magasin « DECO FLEURS » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110566.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Emma BEUDIN, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Emma BEUDIN, gérante du magasin « DECO FLEURS », et dont une copie sera transmise au Maire de NEUVES MAISONS.

Nancy, le 12 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120002 du 15 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ESSO EXPRESS VANDOEUVRE à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Laurent GAUDEFROY, Directeur d'exploitation pour la SAS WASHTEC FRANCE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé ESSO EXPRESS VANDOEUVRE, 22/24 avenue Jeanne d'Arc, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Laurent GAUDEFROY, Directeur d'exploitation pour la SAS WASHTEC FRANCE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120002.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : La caméra visionnant le rouleau de lavage seul est autorisée. Les autres caméras, dont le champ de vision est trop haut et visionne les habitations, ne seront autorisées que si leur angle est baissé de façon à limiter la vidéoprotection au seul périmètre de l'installation de lavage.

Article 3 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Murielle BESLON, responsable exploitation.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Article 5 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 6 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 7 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 9 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 12 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 13 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 14 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Laurent GAUDEFROY, Directeur d'exploitation pour la SAS WASHTEC FRANCE, et dont une copie sera transmise au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 15 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120015 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'EURL PAM FRUITS ET LEGUMES à 54700 Pont-à-Mousson

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Jérôme GRANDEMENGÉ, gérant de l'EURL PAM FRUITS ET LEGUMES, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 25 allée Camille MAILLARD, 54700 PONT-A-MOUSSON ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Jérôme GRANDEMENGÉ, gérant de l'EURL PAM FRUITS ET LEGUMES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120015.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Jérôme GRANDEMENGÉ, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jérôme GRANDEMENGÉ, gérant de l'EURL PAM FRUITS ET LEGUMES, et dont une copie sera transmise au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 12 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120020 du 13 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la banque KOLB à 54270 Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Julien LEGENDRE, assistant logistique pour la banque KOLB, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 rue du 11 novembre , 54270 ESSEY LES NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : La banque KOLB est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120020.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la Direction de la Sécurité du groupe Crédit du Nord.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Julien LEGENDRE, assistant logistique pour la banque KOLB, et dont une copie sera transmise au Maire d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 13 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120023 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au magasin DIA – CP2B GESTION à 54630 Richardmémil

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Madame Cécile PIRAN, gérante du magasin DIA – CP2B GESTION, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 43 rue Alfred de VIGNY, 54630 RICHARDMENIL ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Madame Cécile PIRAN, gérante du magasin DIA – CP2B GESTION est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120023.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Cécile PIRAN, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Cécile PIRAN, gérante du magasin DIA – CP2B GESTION, et dont une copie sera transmise au Maire de RICHARDMENIL.

Nancy, le 12 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120024 du 12 juin 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Tabac Presse Jeux DURAND à 54290 Bayon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Madame Anne DURAND, gérante du TABAC PRESSE JEUX DURAND, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 avenue de VIRECOURT, 54290 BAYON ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Madame Anne DURAND, gérante du TABAC PRESSE JEUX DURAND est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120024.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- L'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

- Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Anne DURAND, gérante.

- Le système est composé de 6 caméras intérieures.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet, et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Anne DURAND, gérante du TABAC PRESSE JEUX DURAND, et dont une copie sera transmise au Maire de BAYON ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 12 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté du 2 juillet 2012 concernant les 6e et 7e étapes du Tour de France cycliste 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'aviation civile ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-1 et suivant, L2215-1, L 3221-4 et L 3221-5 ;

VU le code de la route ;

VU le code du sport, notamment ses articles L 331-5 à L 331-7, L331-9, D 331-5, R 331-6 à R 331-17 et A 331-2 à A 331-7 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 414-4 et R 414-19 ;

VU le décret n° 97-199 du 5 mars 1997, modifié par le décret n°2010-1295 du 28 octobre 2010, relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

VU le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;

VU l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 17 novembre 1958 réglementant la circulation aérienne des hélicoptères ;

VU l'arrêté interministériel du 28 octobre 2010, modifié par arrêté du 1er avril 2011, fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

VU l'arrêté interministériel du 20 décembre 2010 portant interdiction de certaines routes aux concentrations et manifestations sportives ;

VU l'arrêté interministériel du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2011 portant interdiction des routes à grande circulation aux concentrations et manifestations sportives à certaines périodes de l'année 2012 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juin 2012 portant autorisation du 99ème Tour de France cycliste, du 30 juin au 22 juillet 2012 ;

VU les avis des services de l'Etat ;

VU les avis des maires des communes traversées par l'épreuve ;

VU les arrêtés municipaux réglementant le stationnement et la circulation lors du passage du Tour de France dans les communes traversées par la manifestation ;
VU l'arrêté du Conseil Général n°12/CG/211/DIRAT du 25 juin 2012 portant interdiction de stationnement le 6 juillet 2012 de 7h à 19h sur les voies départementales RD901; RD 14 et RD 14A ;
VU l'arrêté du Conseil Général n°12/CG/210/DIRAT du 25 juin 2012 portant interdiction de stationnement du 6 juillet 2012 à 14h00 au 7 juillet 2012 à 22h sur les voies départementales RD 2 M; RD 2; RD 1; RD 116; RD 112; RD 22 et RD 914 ;
VU l'arrêté du Conseil Général n°12/CG/204/DIRAT du 29 juin 2012 portant restriction de circulation sur la RD 674 le 7 juillet 2012 ;
VU l'avis de la commission départementale de sécurité routière du 3 avril 2012 ;
VU l'étude d'incidence Natura 2000 réalisée conformément aux articles L 414-4 et R 414-19 et suivants du Code de l'Environnement ;
SUR proposition de Mme la Sous-Préfète, directrice de cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'association Amaury Sport Organisation (ASO) est autorisée à organiser les 6 et 7 juillet 2012 en Meurthe-et-Moselle, une course cycliste intitulée « 99ème Tour de France », sur des voies ouvertes à la circulation publique, selon l'itinéraire annexé au présent arrêté (annexe n°1), lors des étapes n°6 « EPERNAY-METZ » et n°7 « TOMBLAINE-LA PLANCHE DES BELLES FILLES ».

La circulation sur les voies empruntées par le Tour de France cycliste 2012 est interdite à tous les véhicules autres que ceux munis de l'insigne officiel de l'organisation, conformément aux arrêtés municipaux des communes concernées précédemment visés et en tout état de cause, au moins trente minutes avant le passage du véhicule de la Garde Républicaine identifié « véhicule pilote » précédant la caravane publicitaire et jusqu'à 15 minutes après le passage de celui portant la mention « Fin de course », soit :

- pour l'étape 6 : de 13 H 00 à 17 H 00
- et pour l'étape 7 : de 9 H 00 à 14 H 00.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le franchissement des voies pourra être autorisé durant la période d'interdiction, par les agents des services chargés de la surveillance de la circulation et effectuée sous leur contrôle.

Les véhicules dont les conducteurs justifieront d'une urgence particulière (activité médicale, services publics, et notamment les véhicules de lutte contre l'incendie, les transports de denrées périssables) pourront être autorisés à emprunter les voies interdites, sous réserve d'être accompagnés d'une escorte motorisée de la police ou de la gendarmerie, et exclusivement dans le sens de la course.

Le stationnement des véhicules est strictement interdit sur l'ensemble du parcours, conformément aux arrêtés municipaux des communes concernées et du Conseil Général précédemment visés et en tout état de cause, au moins trente minutes avant le passage du véhicule de la Garde Républicaine identifié « véhicule pilote » précédant la caravane publicitaire jusqu'à 15 minutes après le passage de celui portant la mention « Fin de course ».

Le stationnement du public est interdit dans les virages à angle droit ou en épingle à cheveux et faisant suite à une longue ligne droite ou à une descente rapide, sur les ponts, dans les passages souterrains, dans les tunnels et le long des lignes de chemin de fer, ainsi que dans les voies particulièrement étroites.

Article 2 : Pendant la durée des interdictions, telles qu'elles sont précisées à l'article 1er, la circulation générale est déviée sur les voies ci-après :

La commune de Tomblaine étant une ville départ, la circulation sur la RD 674 sera interdite le samedi 7 juillet 2012 dans les 2 sens de circulation :

- de 9h00 à 13h30 pour la section comprise entre le carrefour giratoire Marcel Brot à Nancy et celui dit « giratoire 2000 » à Tomblaine ;
- de 10h00 à 12h00 pour la section du « giratoire 2000 » à Tomblaine au giratoire « Brigachtal » à Essey-les-Nancy, y compris la voie reliant la RD 674 à la RD 2 B Saulxures-les-Nancy et la voie reliant la RD 674 au carrefour giratoire « Zac Solère-Pulnoy ».

Les usagers de RD 674 circulant dans le sens Ludres-Tomblaine et Tomblaine-Ludres devront emprunter la déviation figurant à l'annexe n°2, de 9h00 à 13h30.

Les usagers de la RD 674 circulant dans le sens Ludres- Seichamps et Seichamps-Ludres emprunteront la déviation figurant à l'annexe n°3, de 10h00 à 12h00.

Article 3 : Avant le départ, l'organisateur devra s'informer des conditions météorologiques (notamment par Internet sur www.meteo.fr) afin de connaître la couleur de la carte de vigilance météo et de prendre toute mesure adaptée. Dans l'hypothèse d'une carte orange ou rouge, il lui appartiendra de prendre les dispositions qui s'imposent (y compris d'annuler la manifestation).

Article 4 : L'apposition d'une marque distinctive sur les véhicules à quatre ou deux roues portant la mention « Tour de France cycliste 2012 » n'est autorisée que sur les véhicules ayant reçu des organisateurs l'autorisation de participer ou de suivre, en totalité ou en partie, cette compétition. Cette autorisation sera exigible à toute réquisition des agents de la force publique.

Article 5 : Sauf dans les cas prévus à l'article 1er, aucun véhicule non porteur de ces marques distinctives ne peut s'intégrer dans la caravane accompagnant cette compétition.

Article 6 : Sur les voies empruntées par le Tour de France 2012, les journaux ne peuvent être annoncés, en vue de leur vente, que par leur titre, leur prix et les noms de leurs rédacteurs.

Article 7 : Toute vente ambulante de produits, denrées, articles et objets quelconques sur la voie publique est interdite à l'extérieur des agglomérations, sur les voies empruntées par le Tour de France, le jour de son passage dans le département.

Sur les mêmes voies, à l'intérieur des agglomérations, la vente ambulante de tous produits, denrées, articles et objets quelconques ne pourra être effectuée qu'à des heures et en des lieux autorisés par l'autorité municipale.

Nonobstant toutes dispositions contraires, est interdit, quatre heures avant le passage du Tour de France, le stationnement en vue d'effectuer des opérations de vente sur les trottoirs, allées, contre-allées, places etc.... situés en agglomérations et bordant immédiatement les voies empruntées par les concurrents.

Aucune quête sur la voie publique, même à des fins humanitaires, ne devra être autorisée du 5 au 7 juillet 2012.

Article 8 : A titre exceptionnel, les passagers des voitures officielles et des véhicules de la caravane publicitaire du Tour de France peuvent, sous réserve des restrictions éventuelles édictées par l'autorité municipale, utiliser sur la voie publique des hauts-parleurs mobiles.

Cette autorisation ne concerne que les émissions ayant pour but de diffuser des informations sportives, des consignes de sécurité pour le public ou les coureurs, des annonces de publicité commerciale à l'exclusion de toute autre forme de communication.

Article 9 : Toute publicité par haut-parleurs effectuée par avion, hélicoptère ou aérostat est interdite.

Article 10 : Aucun aéronef ou aérostat ne pourra survoler le Tour de France, à une altitude inférieure à 500 mètres, sous réserve des prescriptions plus sévères imposées par l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 susvisé, en ce qui concerne les planchers imposés pour le survol des agglomérations urbaines et des rassemblements importants.

Les pilotes sont tenus de respecter l'ensemble des textes réglementant la circulation aérienne. Sont en particulier interdits les vols en piqué, les rase-mottes, et d'une manière générale tout vol acrobatique.

Des dérogations pourront être accordées dans les conditions strictement fixées par l'article 5 de l'arrêté du 10 octobre 1957 susvisé, notamment aux appareils affrétés par les sociétés de télévision nationales, mais en aucun cas pour des raisons publicitaires ou pour des baptêmes de l'air. Cette interdiction de survol ne s'applique pas aux aires de décollage des aérodromes, ni aux appareils appartenant à l'Etat ou affrétés par les services publics.

La société Hélicoptères de France, en lien avec France Télévision, a été autorisée par arrêté préfectoral du 18 juin 2012 à déroger aux règles de survol et de hauteurs minimales de survol des agglomérations pour effectuer des prises de vues aériennes dans le cadre de la retransmission de la manifestation cycliste le 6 juillet 2012 de 15H30 à 17H50 et le 7 juillet 2012 de 11H30 à 14H30.

L'aérodrome de Chambley-Bussières sera réservé exclusivement aux aéronefs du Tour de France et aux secours d'urgence le samedi 7 juillet de 13H40 à 17H05.

L'accès Nord de l'aérodrome, situé sur la RD 901, sera fermé le 6 juillet 2012, de 14h45 à 17h environ.

Article 11 : La présente autorisation est assortie des prescriptions particulières suivantes :

Le pont ferroviaire de la commune de Chambley-Bussières sur la RD 901 dit Pont de Rosée, fera l'objet d'une surveillance particulière par la gendarmerie et les services de la SNCF (passage étape 6).

L'organisateur fera observer une vigilance particulière lors du franchissement de tous les points de passages à niveau, où seront présents un garde républicain, un commissaire de course et un régulateur, notamment celui à la sortie de Bayon dénommé PN n°8 (passage étape 7).

L'accès des secours devra être préservé en tous points du parcours et à tout moment.

Deux centres de secours temporaires seront installés :

- le 6 juillet 2012 à Dampvitoux, sur la place face à la mairie
- le 7 juillet 2012 à Bayon, route de Lorey.

La mairie de Tomblaine mettra en place un dispositif prévisionnel de secours le 7 juillet 2012, conformément à la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et au décret n° 2006-237 du 27 février 2006 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile.

L'organisateur devra veiller à la sécurité des participants et des usagers, ainsi qu'aux modalités de restriction sur la voirie départementale.

L'application de peinture sur les équipements routiers, le mobilier et la chaussée est interdite.

Aucun support publicitaire n'est autorisé sur les emprises du domaine public routier et les mâts de signalisation verticale. Cependant, un fléchage provisoire est toléré, celui-ci devant être déposé dans les plus brefs délais après l'évènement sportif.

Article 12 : Toutes infractions aux prescriptions du présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément aux dispositions de l'article R 610- 5 du code pénal, sans préjudice des pénalités plus graves prévues, le cas échéant, par les lois et règlements en vigueur.

Article 13 : La sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet, les sous-préfets de BRIEY et de LUNEVILLE, les maires de TOMBLAINE, ART SUR MEURTHE, VARANGEVILLE, SAINT-NICOLAS DE PORT, ROSIERES AUX SALINES, SAFFAIS, VELLE SUR MOSELLE, BORVILLE, VIGNEULLES, FERRIERES, HAUSSONVILLE, VALLOIS, VIRECOURT, VILLACOURT, FROVILLE, GIRIVILLER, SAINT MARD, LOREY, BAYON, ROZELIEURES, VENNEZEY, MATTEXEY, MAGNIERES, DAMPVITOUX, HAGEVILLE, CHAMBLEY BUSSIÈRES, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant du groupement départemental de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à :

- M. Jean-Louis PAGES, représentant la société ASO, organisatrice de la manifestation.

Une copie sera adressée aux autorités suivantes :

- M. le Ministre de l'Intérieur,
- M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- M. le président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- M. le directeur régional à l'infrastructure SNCF,
- M. le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne Ardenne de Réseau Ferré de France,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le directeur départemental de la cohésion sociale,
- Mme la déléguée territoriale de l'aviation civile Lorraine-Champagne-Ardenne,
- M. le directeur zonal de la police aux frontières,
- M. le président du comité départemental de cyclisme.

Nancy, le 2 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Les annexes 1, 2 et 3 sont consultables à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle – Cabinet – Bureau de Polices Administratives.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester, la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Service interministériel de défense et de protection civile

Arrêté n° 2012/109/SIDPC du 1er juin 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation (modifié) ;

VU l'arrêté interministériel du 22 juin 2011 modifiant l'arrêté du 23 janvier 1979 fixant les nouvelles modalités de délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique ;

VU la circulaire du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'immigration, n° BFTE/FT 979 du 25 octobre 2011 fixant les nouvelles modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, et ses annexes 1 et 2 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le jury du BNSSA, qui se déroulera le Jeudi 07 juin 2012 à NANCY, sera composé ainsi qu'il suit :

- M. Francis BOSC-CABROL Francis, SACE au SIDPC, Président ;
- M. Philippe GOETZ, Direction Départementale Cohésion Sociale ;
- M. Philippe LEGRAND, directeur adjoint de la SNSM Lorraine, titulaire de la PAE 1 ;
- Mme Françoise CORNAT, ingénieur SIUAP.

Article 2 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 2012/113/SIDPC du 14 juin 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation (modifié) ;
VU l'arrêté interministériel du 22 juin 2011 modifiant l'arrêté du 23 janvier 1979 fixant les nouvelles modalités de délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique ;
VU la circulaire du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'immigration, n° BFTE/FT 979 du 25 octobre 2011 fixant les nouvelles modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, et ses annexes 1 et 2 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE :

Article 1er : Le jury du BNSSA, qui se déroulera le Jeudi 21 juin 2012 à NANCY, sera composé ainsi qu'il suit :

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative au SIDPC, Présidente ;
- M. Philippe GOETZ, Direction Départementale Cohésion Sociale ;
- M. Patrice BAZIN, CRS 39, titulaire de la PAE 1 ;
- M. Serge ZANARDO, Président de la FNMNS.

Article 2 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau des procédures environnementales***Arrêté N° 54-2011-00182 du 21 juin 2012 portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme d'aménagement et d'entretien du Rawé sur la commune de Fléville-Lixières**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et R. 214-88 à R. 214-104 ;
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
VU le dossier de déclaration d'intérêt général reçu le 12/10/2011, présenté par la Commune de Fléville-Lixières représentée par le Maire, Monsieur MOINAUX Claude, enregistré sous le n° 54-2011-00182 et relatif au programme d'aménagement et d'entretien du Rawé - Demande de Déclaration d'Intérêt Général au titre du code de l'environnement ;
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 09/02/2012 au 28/02/2012 ;
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 26 mars 2012 ;
VU l'avis favorable du pétitionnaire émis par courrier électronique du 19 juin 2012 concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier du 11 juin 2012 ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur le tronçon à aménager d'une longueur de 1 km que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général ;
Que le pétitionnaire a émis un avis favorable dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**TITRE I - OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL**

Article 1er : Objet de la déclaration et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la Commune de Fléville-Lixières représentée par son Maire, M. MOINAUX Claude, le programme d'aménagement et d'entretien du Rawé, est déclaré d'intérêt général.

Le projet concerne le cours d'eau du Rawé sur la commune de Fléville-Lixières sur une longueur de 1 km. (voir carte annexée)

Article 2 : Caractéristiques des travaux

Le programme d'aménagement et d'entretien sur le ruisseau du Rawé portent sur :

- le traitement sélectif de la végétation des berges (coupes, élagage, recépage, débroussaillage) ;
- l'enlèvement des embâcles ;
- la revégétalisation des berges par plantation de façon à créer une ripisylve diversifiée et équilibrée ;
- l'élimination des produits de coupe et des déchets de toute nature.

Replantation des rives : sur environ 1,5 km, création d'une végétation naturelle diversifiée composée de plantes locales et adaptées au milieu capable de stabiliser les berges.

Gestion des embâcles sur l'ensemble du linéaire, soit 1 km : les souches d'arbres seront arasées au niveau des basses eaux afin d'éviter tout creusement ou curage du lit. Les débris présents en amont seront retirés afin d'éviter toute obstruction de la section d'écoulement. Tous ces travaux seront réalisés depuis les berges.

Gestion des ripisylves : sur environ 2 km, rives droite et gauche, ces travaux consistent en des opérations de fauche-débroussaillage de la ripisylve. Ces travaux seront réalisés en veillant à :

- maintenir les strates arbustives pour stabiliser les berges ;
- diversifier les classes d'âges en intervenant sur les espèces les plus abondantes ;
- ouvrir des trouées sur les secteurs ombragés ;
- effectuer un recépage sanitaire sur des sujets dépérissants ou mort afin d'éviter la propagation des maladies.

Article 3 : Prescriptions lors des travaux

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

Les produits nobles issus lors des interventions sur la ripisylve resteront à la propriété des riverains. Ces bois seront rangés sur les parcelles en dehors du lit mineur afin de ne pas nuire aux écoulements en période de crue. Passé ce délai, ces bois seront éliminés par le pétitionnaire ou une entreprise mandatée.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Les produits nobles issus de l'intervention sur la ripisylve seront stockées en dehors du lit majeur afin de ne pas nuire aux écoulements en période de crues. Les riverains disposeront d'un délai d'un mois pour les évacuer. Passé ce délai, ces bois seront éliminés par le pétitionnaire ou une entreprise qu'il aura mandatée.

Les résidus de déboisement et les produits de fauchage seront éliminés dans le respect de la réglementation.

Une fois les travaux terminés, le pétitionnaire, ou l'entreprise qu'il aura mandatée, enlèvera tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister et remettra les parcelles en l'état (clôtures déposées et réinstallées, fermeture des accès à la propriété, retrait des matériaux).

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux.

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le pétitionnaire ou son maître d'œuvre informera les propriétaires riverains concernés au moins 10 jours avant l'exécution des travaux d'entretien et au moins 1 mois avant les travaux de plantation.

Le pétitionnaire ou son maître d'œuvre informera les propriétaires riverains concernés au moins 10 jours avant l'exécution des travaux d'entretien et au moins 1 mois avant l'exécution des travaux de plantations.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Article 4 : Entretien des travaux

Une visite de contrôle sera réalisée chaque année en mars – avril sur l'ensemble du linéaire, il comprendra :

- un contrôle des points particuliers (anses d'érosion, état des peuplements, développement des massifs de plantes invasives, ...);
- suivi général de la végétation des berges (état sanitaire, développement des jeunes plants, ...).

Des travaux d'entretien annuels seront réalisés en automne-hiver de chaque année ; ils visent à :

- regarnir les plantations qui n'auraient pas repris ;
- assurer la gestion de la végétation ligneuse (élagage, recépage, ...);
- enlever les embâcles gênants dans le lit, sur les seuils et autres ouvrages en même temps que la gestion de la végétation, sauf cas particulier et nécessité d'urgence, quel que soit le secteur considéré.

Article 5 : Servitude de passage

Pendant les travaux initiaux ou d'entretien ultérieurs, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents chargés de la surveillance, aux agents chargés de la police et de la pêche, aux personnes chargées des travaux ainsi qu'aux engins nécessaires à la réalisation des travaux.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux objets de la présente Déclaration d'Intérêt Générale, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 6 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 7 : Répartition des dépenses

Le coût des travaux est pris en charge par la commune de Fléville-Lixières. Aucune participation financière ne sera demandée aux propriétaires riverains.

TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 : Durée de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

La présente déclaration d'intérêt général est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 9 : Condition de renouvellement de la déclaration d'intérêt général

Elle pourra être renouvelée une fois si la commune de Fléville-Lixières présente une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration du présent arrêté.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente décision sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Fléville-Lixières.

La présente décision sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 14 : Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le maire de la commune de Fléville-Lixières, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA et le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Nancy, le 21 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2012-DLP/BUPE n° 343 du 13 juin 2012 modifiant l'arrêté inter-préfectoral 2011-DLP-BUPE-15 du 12 janvier 2011 portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.212-4 et R.212-29 à R.212-34 ;
VU la loi n°2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et notamment ses articles 5 et 7 ;
VU la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
VU le décret n°2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux et modifiant le code de l'environnement ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la circulaire du Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux ;
VU l'arrêté SGAR 2009-523 signé en date du 27 novembre 2009 par le préfet coordonnateur du bassin Rhin Meuse portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
VU l'arrêté inter-préfectoral du 5 avril 1994 fixant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère ;
VU l'arrêté inter-préfectoral 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011, portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat, modifié par arrêté 2011-DLP-BUPE-197 du 9 juin 2011 ;
VU la délibération du comité syndical du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de Lorraine du 3 avril 2012, désignant Monsieur Emmanuel JEANPIERRE suite au décès de Monsieur Daniel GUILHEN, comme représentant du Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;
CONSIDÉRANT que cette désignation rend nécessaire la mise à jour de la composition de la commission susvisée ;
CONSIDÉRANT que la désignation d'un nouveau représentant du Parc Naturel Régional de Lorraine nécessite la modification du tableau A, annexé à l'arrêté du 12 janvier 2011, qui fixe la liste nominative des membres du Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

ARRETE**Article 1er :** Modification de la liste nominative du collège A des membres de la commission locale de l'eau

Le tableau A « Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », annexé à l'arrêté 2011-DLP-BUPE-15 du 12 janvier 2011, modifié par arrêté 2011-DLP-BUPE-197 du 9 juin 2011, portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat, est modifié comme suit :

Représentant du Parc naturel régional de Lorraine : lire M. Emmanuel JEANPIERRE, en remplacement de M. Daniel GUILHEN, vice-président du Parc naturel régional de Lorraine.

Le tableau A ainsi modifié est annexé au présent arrêté.

Les tableaux B et C de l'arrêté 2011-DLP-BUPE-15 du 12 janvier 2011 modifié, demeurent inchangés.

Article 2 : Exécution et publicité de l'arrêté

Les secrétaires généraux des Préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle, les sous-préfets de Briey, Verdun et Thionville, et les chefs des services déconcentrés de l'Etat intéressés, notamment les directeurs départementaux des territoires de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine, déléguée de bassin Rhin-Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié :

- au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle,
- sur le site www.gesteau.eaufrance.fr
- sur le site internet de la Préfecture :

* de Meurthe et Moselle (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr « Environnement – Eau »),

* de la Meuse (www.meuse.gouv.fr « Procédures environnementales – Eau »),

* de la Moselle (www.moselle.gouv.fr « Grands dossiers – Eau »).

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Christian GALLIARD de LAVERNÉE

A - COLLÈGE DES REPRÉSENTANTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

(Annexé à l'arrêté 2012-DLP-BUPE-343 du 13 juin 2011)

STRUCTURES	MEMBRES	Orne	Chiers	Bassins Nord
Conseil régional	M. Jean-Marc FOURNEL, Conseiller Régional	X	X	X
Conseil général de la Meuse	M. Jean-Louis CANOVA, Vice-Président	X	X	
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	M. Christian ARIES, Conseiller Général	X	X	X

Conseil général de la Moselle	M. Michel PAQUET, Conseiller Général	X		X
Association départementale des maires de la Meuse	M. Simon WATRIN, maire de ROUVROIS-SUR-OTHAIN		X	
	M. Christophe CAPUT, maire de DOMMARY BARONCOURT		X	
	M. Bernard BERTRAND, maire de VAUX-DEVANT-DAMLOUP	X		
Association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle	M. Alain MERCIER, maire de DONCOURT-LES-CONFLANS	X		
	M. Jean-François BENAUD, maire de MANCE	X		
	M. Simon STACHOWIAK, maire de TUCQUEGNIEUX	X		
	M. André FERRARI, maire de COSNES et ROMAIN		X	
	M. Philippe FISCHESSE, maire de DOMPRIX		X	
	M. Jean-François DAMIEN, maire de GRAND FAILLY		X	
	Mme Annie SILVESTRI, maire de THIL			X
Association départementale des maires de la Moselle	M. Philippe DAVID, maire d'HAYANGE			X
	M. Denis SCHITZ, maire de TRESSANGE			X
	M. Henri BOGUET, maire de FONTOY			X
	M. Patrick WANT, maire de ROCHONVILLERS			X
	M. Pierre KELLER, maire d'AMANVILLERS	X		
EPL	M. Michel CAUSIN, Président du Syndicat Intercommunal du Contrat de Rivière Woigot	X		
	M. Lucien MAZZOCO, Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Piennes		X	
	M. François BRELLE, Président du Syndicat intercommunal AEP de la région de Mangiennes		X	
	M. ECKERT, Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Fontoy-Vallée de la Fensch			X
	M. Fabrice CERBAÏ, représentant la communauté d'agglomération du Val de Fensch			X
Représentant du Parc naturel régional de Lorraine	M. Emmanuel JEANPIERRE	X		
Représentant de l'établissement public de l'aménagement de la Meuse et de ses affluents	Mme Morgane PITEL, Présidente du Syndicat Intercommunal des Affluents de la Chiers		X	

Arrêté du 26 juin 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L163. et suivants ;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 46 ;

VU le décret impérial en date du 17 août 1864 instituant la concession des mines de fer de Boudonville au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye ;

VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 33 du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en date du 12 décembre 2011, enregistrée le 14 décembre 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville ;

VU le courrier de la préfecture de Meurthe-et-Moselle du 1er mars 2012 informant la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la recevabilité du dossier ;

VU les compléments qui seront vraisemblablement demandés dans le rapport final de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – DREAL- Lorraine ;

CONSIDERANT que le délai d'instruction de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville, échoit le 13 juillet 2012, conformément à l'article 46 du décret n°2006-649 du 2 juin 2006 précité, fixant le délai d'instruction à huit (8) mois à compter de la réception par la préfecture du dossier considéré comme complet en la forme ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire dispose d'un délai d'un (1) mois pour présenter ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral faisant suite au dit rapport final ;

CONSIDERANT qu'au vu des éléments énoncés ci-dessus, il n'est pas possible de statuer sur la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville, dans le délai initial de huit (8) mois fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 précité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le délai fixé par l'article 46 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié pour statuer sur la déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de Boudonville présentée par la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville est prorogé de huit (8) mois, à compter du 13 juillet 2012.

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville et dont copie sera adressée pour information aux maires des communes de Laxou, Maxéville et Nancy.

Nancy, le 26 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Jean-François RAFFY

Arrêté n° 54-2012-00062 du 26 juin 2012 portant autorisation temporaire au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant le confortement du Pont des Haras sur la commune de Rosières-aux-Salines

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2011 portant approbation du Plan de Prévention du Risque « inondations » sur la commune de ROSIERES AUX SALINES ;

VU le dossier de demande d'autorisation temporaire complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 26/04/2012, présenté par le CONSEIL GÉNÉRAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE, enregistré sous le n° 54-2012-00062 et relatif au confortement du pont des haras à Rosières-aux-Salines ;

VU l'avis de la Direction Interrégionale de VNF, gestionnaire du DPF ;

VU l'avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques en date du 21 mai 2012 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 21 mai 2012 ;

VU l'avis favorable du CODERST en date du 14 juin 2012 ;

VU l'avis favorable du pétitionnaire émis par courrier du 20 juin 2012 concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 18 juin 2012 ;

CONSIDERANT que les travaux, notamment l'installation de dalots sous le pont et l'échafaudage, peuvent avoir une incidence temporaire et peu importante sur la ligne d'eau du bras de décharge de la Meurthe en cas de crue ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis par courrier du 18 juin 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I - OBJET DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE

Article 1er : Objet de l'autorisation temporaire

Le pétitionnaire, CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : LE CONFORTEMENT DU PONT DES HARAS A ROSIERES-AUX-SALINES,

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des travaux à réaliser

L'ouvrage concerné est le pont des haras à Rosières aux Salines. Ces travaux de confortement consistent en la réalisation d'une contre voûte destinée à reprendre partiellement les efforts de la voûte.

TITRE II - PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

L'opération n'aura pas d'impact permanent.

La section sous le pont restera supérieure à la section nécessaire pour faire transiter le débit capable (27m³/s) du bras de décharge. Les débits usuels (5m³/s) ne seront pas impactés.

La modification de l'ouvrage n'aura pas d'impact sur la ligne d'eau lors de la crue centennale de la Meurthe.

La réalisation des travaux nécessite la mise en place temporaire d'équipements permettant de travailler à sec (batardeaux et plate forme de travail) ou d'être à pied d'œuvre à l'aplomb de cours d'eau (échafaudages). Ils seront mis en place conformément au dossier de demande d'autorisation.

En cas de crue de la Meurthe, les batardeaux et dalots resteront en place mais n'auront aucun impact sur la ligne d'eau dans le bras de décharge. Le lit du cours d'eau sera couvert pendant la durée des travaux sur 15 m environ.

Article 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Le passage des débits pendant la période des travaux sera assuré par la mise en place de dalots entre les batardeaux. Leur capacité devra être vérifiée par le pétitionnaire et les encombrements éventuels devront être retirés immédiatement. Le permissionnaire mettra en place un système adapté de surveillance des débits et d'alerte en toutes circonstances et notamment en cas de crue de la Meurthe, afin de prévoir les mesures à mettre en œuvre :

- l'échafaudage devra être retiré dès que la cote du niveau d'eau dans le bras de décharge atteint 207,00 IGN69 (cote de l'intrados des dalots),

- les engins de chantier devront être évacués du lit du bras de décharge.

Une semaine avant le démarrage des travaux, le permissionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux à réaliser au service chargé de la police de l'eau.

Le pétitionnaire devra informer l'ONEMA avant le début des travaux afin de fixer les mesures de surveillance et d'aménagement à prévoir pour la préservation de la faune piscicole.

Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité des cours d'eau. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un kit anti-pollution d'urgence sera disponible en permanence sur le chantier.

Article 6 : Mesures correctives

Le bras de décharge devra être remis en l'état initial à la fin des travaux. La ripisylve devra être reconstituée si nécessaire, par plantation d'hélophytes.

TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de :

- ROSIERES AUX SALINES

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché en mairie de Rosières-aux-Salines pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation temporaire sera mis à la disposition du public pour information à la DDT de Meurthe et Moselle, service EEB, 45 rue Sainte Catherine, C.O. N° 60025, 54035 NANCY Cedex - téléphone 03 83 37 71 57.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de ROSIERES AUX SALINES, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Une copie sera adressée à l'ONEMA.

Nancy, le 26 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-040 en date du 22 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A330 du PR 0+000 au PR 3+100

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 15 juin 2012 présenté par le district de Nancy;

VU l'avis du Conseil Général 54 en date du 14 juin 2012;

Vu l'avis de la CUGN en date du 13 juin 2012;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 20 juin 2012;

VU l'information du CRICR;

VU l'avis du district de Nancy en date du 15 juin 2012;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A330	
POINTS REPERES (PR)	PR 0,000 au PR 3,100	
Nancy-Épinal		
NATURE DES TRAVAUX	A330 renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	Du 25 juin 2012 au 05 juillet 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Phase 1 coupure de l'A330, fermeture d'échangeurs - Phase 2 neutralisation VD et fermeture échangeur sens 1 - Vitesse limitée à 90 km/H sur chaussée rabotée	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - District de Nancy CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	25 juin au 29 juin 2012 de 20h00 à 06h00	AK5 rond point Marcel Brot	Coupure de l'A330 sens 1 avec sortie obligatoire par la RD 570 Tomblaine avenue Louis Barthou (1) face au cimetière du sud : neutralisation voie de gauche à partir du rond point Marcel Brot RD 674	

	sous réserve des aléas du chantier A31 PR 242,000 au PR 245,000, climatiques et techniques		<p>Les bretelles suivantes seront fermées à la circulation :</p> <p>2 - accès RD 570-A330</p> <p>3 - bretelle Vandoeuvre-Épinal du diffuseur n°1 Parc des expositions</p> <p>4 - bretelle Vandoeuvre-Épinal du diffuseur n°2 d'Heillecourt</p> <p>5 - bretelle Cora -Épinal de l'échangeur n°3 Cora centre commercial</p> <p>Les bretelles de sortie Nancy-Cora de l'échangeur n° 3 Cora centre commercial et Nancy-Frocourt-Fléville du diffuseur de Fléville sont fermées automatiquement par la coupure de l'A330</p>	<p>Les usagers devront prendre la RD 570 et continuer jusqu'à l'échangeur de Fléville avec accès à l' A330 par la bretelle ZAC de Frocourt-Épinal en direction d'Épinal, Paris et Strasbourg</p>
Phase 2 : mise en œuvre BBSG bretelles				
2	<p>02 juillet au 05 juillet 2012 de 20h00 à 06h00</p> <p>sous réserve des aléas du chantier A31 PR 242,000 au PR 245,000, climatiques et techniques</p>		<p>Neutralisation de la voie de droite A330 sens Nancy-Épinal et fermeture des bretelles suivantes:</p> <p>1 - bretelle Vandoeuvre-Épinal du diffuseur n°1 Parc des expositions</p> <p>2 - bretelle de sortie Nancy-Cora de l'échangeur n°3 centre commercial</p> <p>3 - bretelle Cora -Épinal de l'échangeur n°3 centre commercial</p> <p>4 - bretelle Nancy-Frocourt -Fléville</p>	<p>1- bretelle Vandoeuvre-Épinal du diffuseur n°1 Parc des expositions</p> <p>Les usagers sont invités à prendre la RD 570 et priés de continuer jusqu'à l'échangeur de Fléville et accès A330 pour les directions Épinal, Paris et Strasbourg par la bretelle ZAC de Frocourt-Epinal</p> <p>2- bretelle de sortie Nancy-Cora de l'échangeur n°3 centre commercial</p> <p>Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A330 direction Épinal jusqu'à l'échangeur de Ludres, bretelle Nancy-Ludres, rue Pasteur, bretelle Ludres-Nancy et A330 jusqu'à la bretelle Épinal-Frocourt pour accès Cora</p> <p>3- bretelle Cora-Épinal de l'échangeur n°3 centre commercial</p> <p>Les usagers sont invités à prendre la RD 570 et priés de continuer jusqu'à l'échangeur de Fléville et accès A330 pour les directions Épinal, Paris et Strasbourg par la bretelle ZAC de Frocourt-Épinal</p> <p>4- bretelle Nancy-Frocourt-Fléville</p> <p>Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A330 direction Épinal jusqu'à l'échangeur de Ludres, bretelle Nancy-Ludres, rue Pasteur, bretelle Ludres -Nancy et A330 jusqu'à la bretelle Épinal -Frocourt pour accès Cora</p> <p>Vitesse limitée à 90 km/H sur chaussée rabotée</p>

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Heillecourt, Vandoeuvre et Houdemont ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Heillecourt, Vandoeuvre et Houdemont.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Président de la CUGN,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,

- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
 Moulins-lès-Metz, le 22 juin 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-041 en date du 28 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif à l'exploration d'une cavité située en accotement le long de la RN52, au PR 14+050, dans le sens Metz - Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 22/06/2012 présenté par le district de Metz ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 25/06/2012 ;
 VU l'information du CRICR de Metz ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 22/06/2012 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	12+500	
SENS	Sens : Metz-Longwy	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Exploration d'une cavité située en accotement, le long de la RN 52, au PR 14+050	
PERIODE GLOBALE	Le 29 juin 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de droite (AK5 au PR 12+500)	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : -DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le 29 juin 2012 entre 8h30 et 15h	AK5 au PR 12+500 Sens Metz-Longwy	Neutralisation de la voie de droite.	Circulation sur la voie de gauche entre les PR 13+300 et 14+100. Limitation de la vitesse à 90 km/h au droit du chantier. Interdiction de doubler pour tous les véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 28 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-043 en date du 28 juin 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de fauchage sur RN52 du PR 0+000 au PR 25+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 20 juin 2012 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 25 juin 2012 ;

VU l'avis du district de Metz en date du 20 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

A R R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	00+000 à 25+000	
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz	
SECTION	Entre l'échangeur de Crusnes et l'échangeur de Longlaville	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux d'entretien et de fauchage	
PERIODE GLOBALE	Du 02 juillet au 20 juillet 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur où se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs concomitants (½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : -DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 02 juillet au 20 juillet 2012 entre 8h30 et 15h	Sortie ou entrée échangeur Crusnes Bréhain-la-Ville Tiercelet Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine Mexy Pulventeux Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlaville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs concomitants.
2	Du 02 juillet au 20 juillet 2012 entre 8h30 et 15h	Sortie ou entrée échangeur Crusnes Bréhain-la-Ville Tiercelet Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine Mexy Pulventeux Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlaville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs concomitants.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,

- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
 Moulins-lès-Metz, le 28 juin 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté N° 2012.0582 du 23 mai 2012 portant autorisation de transfert des 12 places autorisées et installées du foyer d'accueil médicalisé (FAM) de Bayon, gérée par le Carrefour d'accompagnement public social (CAPs), établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines vers le CAPs, établissement public départemental (EPD) de Rosières-aux-Salines N° FINESS de l'établissement : 54 001 3539

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;
 VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.312-1 à 7 et L.313-1 à 9 ;
 VU l'arrêté du 23 janvier 1996 autorisant l'établissement public communal (EPC) de Rosières-aux-Salines à créer un foyer expérimental à double tarification pour adultes autistes de 12 places à Bayon ;
 CONSIDERANT le rapport définitif de la chambre régionale des comptes de Lorraine adressé à Madame la Présidente du Conseil d'Administration et à Monsieur le Directeur d'établissement le 9 juin 2011 ;
 CONSIDERANT l'extrait du registre des délibérations N° 2012/01 du 23 janvier 2012 du conseil d'administration de l'établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines, qui approuve la fusion de leur établissement avec le CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines à compter du 01 janvier 2013 ;
 CONSIDERANT l'extrait du registre des délibérations N° 2012/02 du 23 janvier 2012 du conseil d'administration de l'établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines, qui approuve la méthodologie de la fusion de leur établissement avec le CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines à compter du 01 janvier 2013 ;
 CONSIDERANT l'extrait du registre des délibérations N° 2012/03 du 27 janvier 2012 du conseil d'administration du CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines, qui approuve la fusion des EPC de Blâmont, Cirey, Rosières et Thiaucourt avec le CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines à compter du 01 janvier 2013 ;
 CONSIDERANT que la fusion du CAPs EPC au CAPs EPD ne modifie pas les capacités et catégories de prise en charge des établissements concernés ;
 CONSIDERANT qu'aucun moyen financier supplémentaire n'est attribué ;
 SUR PROPOSITION du délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine et de la Directrice de la solidarité et de l'action sociale du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'autorisation du FAM situé route de Baccarat – 54290 Bayon, géré par l'EPC-PH sis 4, rue Léon Parisot à Rosières, est transféré pour gestion à compter du 01 janvier 2013 à l'établissement public départemental (EPD) du CAPs de Rosières situé 4, rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines et ce, conformément aux éléments inscrits dans le tableau ci-dessous :

Catégorie d'établissement	Disciplines	Modes de fonctionnement	Catégories de clientèle	Nbre de places
437 – Foyer d'accueil médicalisé	939 – Accueil médicalisé pour adultes handicapés	11 – Hébergement complet internat	437 – Autistes	12

Article 2 : Cette autorisation est accordée pour une durée de quinze ans à compter du 03 janvier 2002 (loi 2002-2 du 02 janvier 2002 ; art L312-8).

Article 3 : Suite à ce transfert d'agrément, le numéro FINESS de l'entité juridique (EJ) du FAM sera modifié à compter du 01 janvier 2013. Il portera le numéro FINESS de l'EJ de l'établissement public départemental du CAPs : 54 000 2060.

Ces nouvelles caractéristiques devront être répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Nancy situé : 5, place Carrière - 54036 NANCY.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine et de la Directrice de la solidarité et de l'action sociale du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mai 2012

Le Directeur Général
 de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 Jean-François BENEVEISE

Le Président du Conseil Général
 de Meurthe-et-Moselle,
 Michel DINET

Décision N° 2012-0045 du 8 juin 2012 portant autorisation de transfert des places autorisées et installées de la maison d'accueil spécialisée (MAS) de Rosières-aux-Salines, gérée par le Carrefour d'accompagnement public social (CAPs), établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines vers le CAPs, établissement public départemental (EPD) de Rosières-aux-Salines - N° FINESS de l'établissement : 54 001 2531

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;
 VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.312-1 à 7 et L.313-1 à 9 ;
 VU l'arrêté 2010 ARS/DT54/PH N° 504 autorisant le CAPs - EPC-PH de Rosières-aux-Salines à étendre de 5 places la capacité de la MAS de Rosières-aux-Salines, portant sa capacité totale à 60 places ;

VU le rapport définitif de la chambre régionale des comptes de Lorraine ;
 VU l'extrait du registre des délibérations N° 2012/01 du 23 janvier 2012 du conseil d'administration de l'établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) ;
 VU l'extrait du registre des délibérations N° 2012/02 du 23 janvier 2012 du conseil d'administration de l'établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) ;
 VU l'extrait du registre des délibérations N° 2012/03 du 27 janvier 2012 du conseil d'administration du CAPs - établissement public départemental (EPD) ;
 CONSIDERANT que le rapport d'observations définitif de la chambre régionale des comptes de Lorraine, du 18 novembre 2010, préconise la fusion de l'établissement public départemental et des quatre établissements publics communaux ;
 CONSIDERANT que l'extrait du registre des délibérations N° 2012/01 du 23 janvier 2012 du conseil d'administration de l'établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines, approuve la fusion de son établissement avec le CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines à compter du 01 janvier 2013 ;
 CONSIDERANT que l'extrait du registre des délibérations N° 2012/02 du 23 janvier 2012 du conseil d'administration de l'établissement public communal pour personnes handicapées (EPC-PH) de Rosières-aux-Salines, approuve la méthodologie de la fusion de son établissement avec le CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines à compter du 01 janvier 2013 ;
 CONSIDERANT que l'extrait du registre des délibérations N° 2012/03 du 27 janvier 2012 du conseil d'administration du CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines, approuve la fusion des EPC de Blâmont, Cirey-sur-Vezouze, Rosières-aux-Salines et Thiaucourt avec le CAPs - EPD de Rosières-aux-Salines à compter du 01 janvier 2013 ;
 CONSIDERANT que la fusion du CAPs EPC au CAPs EPD ne modifie pas les capacités et catégories de prise en charge des établissements concernés ;
 CONSIDERANT qu'aucun moyen financier supplémentaire n'est attribué ;
 SUR PROPOSITION du délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine ;

DECIDE

Article 1er : L'autorisation de la MAS, située avenue des Vosges - 54110 Rosières-aux-Salines et gérée par l'EPC-PH sis 4, rue Léon Parisot à Rosières-aux-Salines est transférée, pour gestion à compter du 01 janvier 2013, à l'établissement public départemental (EPD) du CAPs de Rosières-aux-Salines situé 4, rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines et ce, conformément aux éléments inscrits dans le tableau ci-dessous :

Catégorie d'établissement	Disciplines	Modes de fonctionnement	Catégories de clientèle	Nbre de places
255 – Maison d'accueil spécialisée (MAS)	658 – Accueil temporaire pour adultes handicapés	11 – Hébergement complet internat	500 – Polyhandicap	1
	917 – Accueil spécialisé pour adultes handicapés		438 – Cérébro lésés	10
			500 – Polyhandicap	49

Article 2 : Cette autorisation est accordée pour une durée de quinze ans à compter du 03 janvier 2002 (loi 2002-2 du 02 janvier 2002 ; art L312-8).

Article 3 : Suite à ce transfert d'agrément, le numéro FINESS de l'entité juridique (EJ) de la MAS sera modifié à compter du 01 janvier 2013. Il portera le numéro FINESS de l'EJ de l'établissement public départemental du CAPS : 54 000 2060.

Ces nouvelles caractéristiques devront être répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Nancy situé : 5, place Carrière - 54036 NANCY.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juin 2012

Le Directeur Général,
 Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0626 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 650 038 € soit :

- 1) 2 609 166 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 326 565 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 143 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 14 629 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 267 487 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 342 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 23 811 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 200 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 12 861 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 12 861 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0627 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 634 247 € soit :

- 1) 1 595 612 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 423 404 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 22 325 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 437 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

143 269 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 177 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 14 314 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 24 321 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0628 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 450 328 € soit :

1) 450 328 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

382 784 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

16 779 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

50 594 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

171 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0629 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 165 424 € soit :

- 1) 165 424 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
164 605 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
819 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0630 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE SUR MADON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 83 034 € soit :

1) 83 034 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

83 034 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE SUR MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0631 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 724 424 € soit :

1) 2 641 249 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 349 394 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

39 827 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

-6 279 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

255 339 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 968 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 51 313 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 28 291 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 3 571 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

3 571 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0632 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 78 787 € soit :

1) 78 787 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

78 787 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0633 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Jœuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 301 642 € soit :

- 1) 301 642 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 230 314 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 70 105 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
 - 1 223 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0634 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 426 254 € soit :

- 1) 2 182 637 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 989 768 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 8 116 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 183 783 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 970 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 21 849 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 221 768 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0635 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 479 841 € soit :

- 1) 24 819 632 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 22 302 855 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
 - 78 971 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 379 656 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 37 487 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 20 663 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 030 277 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 629 932 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0636 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 738 191 € soit :

- 1) 3 129 570 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 3 077 061 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
 - 48 634 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 875 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 604 215 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 406 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0637 du 18 juin 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de avril 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 589 386 € soit :

1) 1 527 771 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 290 316 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

28 801 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 046 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

205 112 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 496 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 17 915 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 43 700 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 25 juin 2012 portant renouvellement d'agrément d'une entreprise solidaire (Société Nouvelle GAUTIER MOULRON - 54000 Nancy) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 18 juin 2012 présentée par Monsieur NOMINE Frédéric – gérant de la Société Nouvelle GAUTIER MOULRON – 370 rue Alfred Krug – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La Société Nouvelle GAUTIER MOULRON, 370 rue Alfred Krug – 54000 NANCY

SIRET 519 845 218 000 22 Code APE 2562B

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 25 juin 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

SSRE / DOETH

Décision du 15 juin 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (M'T Services - 54200 Toul)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 17 mai 2012 par Monsieur BOCKHORN Pascal (auto entrepreneur), responsable de l'entreprise individuelle M'T Services, numéro SIRET 75077498600012, sise, 10 rue de la Petite Boucherie 54200 TOUL,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT,

Qu'au vu des éléments fournis au dossier, Monsieur BOCKHORN s'est déclaré en tant que « Résidence Services » et de ce fait, fait l'objet d'une dispense d'activité exclusive. Or, toujours au vu de sa déclaration, Monsieur BOCKHORN, en qualité d'auto entrepreneur propose des activités de petit bricolage, petit jardinage et travaux ménagers au domicile des particuliers ; il ne fait donc l'objet d'aucune situation particulière et en tant que tel ne peut être dispensé de la condition d'activité exclusive.

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Monsieur BOCKHORN Pascal, responsable de l'entreprise individuelle M'T Services, numéro SIRET 75077498600012, sise 10 rue de la Petite Boucherie à 54200 TOUL.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 15 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail, Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Décision du 21 juin 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (EVEIL DES SENS - 54470 Lironville)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 06 juin 2012 par Madame WAGNER Louisa, auto-entrepreneur, responsable de l'entreprise individuelle EVEIL DES SENS, numéro SIRET 53907693500029, sise 6 rue de l'Eglise 54470 LIRONVILLE,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT,

Qu'ayant pour activité les soins d'esthétique à domicile, cette prestation ne peut s'adresser qu'aux personnes dépendantes.

Or, au vu des éléments fournis au dossier, Madame WAGNER Louisa s'adresse à tout public.

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Madame WAGNER Louisa, responsable de l'entreprise individuelle EVEIL DES SENS, numéro SIRET 53907693500029, sise 6 rue de l'Eglise à 54470 LIRONVILLE.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 21 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail, Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 24 mai 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/517847525 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. HAMEL Olivier - 54230 Neuves-Maisons)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 13/05/2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) HAMEL Olivier, sise 1 rue Jean Jaurès, 54230 NEUVES-MAISONS.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI HAMEL Olivier, sous le n° SAP/ 517847525. Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI HAMEL Olivier sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 24/05/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 24 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail, Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 4 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/750125197 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. MARCHAL Pascal - 54480 Val et Chatillon)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 22/03/2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) MARCHAL Pascal, sise 6 rue de Cirey, 54480 VAL ET CHATILLON.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI MARCHAL Pascal, sous le n° SAP/750125197.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI MARCHAL Pascal sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Entretien de la maison et travaux ménagers.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 04/06/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 4 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 11 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499012755 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (EI MALLAIZEE Paul - 54210 Ville en Vermois)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23/04/2012 par l'entreprise individuelle MALLAIZEE Paul, sise 27 route de Lupcourt, 54210 VILLE EN VERMOIS.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI MALLAIZEE Paul, sous le n° SAP/499012755.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI MALLAIZEE Paul sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestation de petit bricolage dites « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 26/06/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 11 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 18 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/751230731 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (SARL ARIANE SERVICES - 54770 Bouxières-aux-Chênes)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 01/06/2012 par la SARL ARIANE SERVICES, sise 29 rue de l'Armée Patton 54770 BOUXIERES AUX CHENES.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL ARIANE SERVICES, sous le n° SAP/751230731. Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL ARIANE SERVICES sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 18/06/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 18 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 18 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/265400879 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (CCAS de Frouard - 54390 Frouard)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 08/06/2012 par le CCAS de Frouard, sis 47 rue de l'Hôtel de Ville 54390 FROUARD.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom du CCAS de Frouard, sous le n° SAP/265400879.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par le CCAS de Frouard sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;
- Livraison de repas à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 18/06/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 18 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 19 juin 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/783339807 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (ESAT « ATELIERS DU HAUT DES VANNES » - 54460 Liverdun)

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
 VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
 VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
 VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
 VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
 VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
 Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 14/06/2012 par l'établissement et service d'aide par le travail (ESAT) « ATELIERS DU HAUT DES VANNES », sis Domaine des Eaux Bleues 54460 LIVERDUN.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'ESAT « ATELIERS DU HAUT DES VANNES », sous le n° SAP/783339807. Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'ESAT « ATELIERS DU HAUT DES VANNES » est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19/06/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 19 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur du Travail,
 Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe SOLD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**SECRETARIAT GENERAL****Arrêté 2011 DDT du 25 janvier 2012 concernant la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les lois N°83-634 du 13 juillet 1983 et N°84-16 du 11 janvier 1984 modifiées,

VU la loi N°91-73 du 18 janvier 1991 modifiée portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, et notamment son article 27,

VU le décret N°91-1067 du 14 octobre 1991 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du MEDDTL,

VU le décret N°93-522 du 26 mars 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique,

VU le décret N°2001-1161 du 7 décembre 2001 modifié portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du MEDDTL,

VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté N°2001-407 du 28 décembre 2001 portant désignation des postes éligibles 6ème et 7ème tranches de l'enveloppe NBI prévue par le protocole DURAFOUR,

VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU l'arrêté N°DDT/SG-200912-01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté N° DEVK1134277A du 13 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2009 portant répartition de l'enveloppe, de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés,

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle,

VU l'avis du C.T.P. du 13 octobre 2011,

ARRETE

Article 1er : la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour, telle que fixée par l'arrêté sus-visé du 13 décembre 2011, est modifiée en annexe au présent arrêté (annexes A, B et C)

Article 2 : le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet, pour partie au 01 février 2011 et pour partie au 19 juillet 2011 (cf. annexes), et qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 25 janvier 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental,
 Christophe FOTRE

NBI DURAFOUR - ANNEXE A

Niveau d'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués	Date d'ouverture du droit
A+	Chef du service Transports Sécurité	Transports Sécurité	38	Déjà ouvert
A+	Adjoint au chef de service	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	30	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité prévention des risques	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert

A	Chef de l'unité parc de logement social	Habitat	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité application des sols	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité affaires transversales et juridiques	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité procédures d'urbanisme	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité valorisation des données territoriales	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	01/02/2011

Nombre de postes : 8

Nombre de points : 188

NBI DURAFOUR - ANNEXE B

Niveau d'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués	Date d'ouverture du droit
B+	Chef de la mission retraite régionale	PSI Retraite	20	Déjà ouvert
B+	Responsable de l'unité ressources humaines, dénommé précédemment Gestion de Proximité	Secrétariat Général	20	19/07/2011
B+	Responsable pôle transports	Transports Sécurité	15	Déjà ouvert
B	Chef comptable parc	Direction	15	Déjà ouvert
B	Inspecteur permis de conduire à Mont Saint Martin	Transports Sécurité	15	Déjà ouvert
B	Adjoint au chef d'unité Procédures d'urbanisme	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	15	Déjà ouvert

Nombre de postes : 6

Nombre de points : 100

NBI DURAFOUR - ANNEXE C

Niveau d'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués	Date d'ouverture du droit
C	Assistante de Direction	Direction	10	Déjà ouvert
C	Assistante contrôle de gestion	Secrétariat Général	10	Déjà ouvert
C	Chargé BEPECASER	Transports Sécurité	10	Déjà ouvert

Nombre de postes : 3

Nombre de points : 30

Arrêté 2012-1 DDT du 21 juin 2012 concernant la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU les lois N°83-634 du 13 juillet 1983 et N°84-16 du 11 janvier 1984 modifiées,

VU la loi N°91-73 du 18 janvier 1991 modifiée portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, et notamment son article 27,

VU le décret N°91-1067 du 14 octobre 1991 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du MEDDTL,

VU le décret N°93-522 du 26 mars 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique,

VU le décret N°2001-1161 du 7 décembre 2001 modifié portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du MEDDTL,

VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté N°2001-407 du 28 décembre 2001 portant désignation des postes éligibles 6ème et 7ème tranches de l'enveloppe NBI prévue par le protocole DURAFOUR,

VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU l'arrêté N°DDT/SG-200912-01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté N° DEVK1134277A du 13 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2009 portant répartition de l'enveloppe, de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés,

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle,

VU l'avis du Comité Technique du 20 juin 2012,

ARRETE

Article 1er : la liste des postes éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour, telle que fixée par l'arrêté sus-visé du 13 décembre 2011, est modifiée en annexe au présent arrêté (annexes A, B et C)

Article 2 : le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet, au 01 avril 2011 jusqu'au 31 décembre 2011 (cf. annexes), et qui sera publié au recueil des actes administratifs

Nancy, le 21 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

NBI DURAFour - ANNEXE A

Niveau d'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués	Date d'ouverture du droit
A+	Chef du service Transports Sécurité	Transports Sécurité	38	Déjà ouvert
A+	Adjoint au chef de service	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	30	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité prévention des risques	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité parc de logement social	Habitat	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité application des sols	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité affaires transversales et juridiques	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité procédures d'urbanisme	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert
A	Chef de l'unité valorisation des données territoriales	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	20	Déjà ouvert

Nombre de postes : 8

Nombre de points : 188

NBI DURAFour - ANNEXE B

Niveau d'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués	Date d'ouverture du droit
B+	Chef de la mission retraite régionale	PSI Retraite	20	Déjà ouvert
B+	Responsable de l'unité ressources humaines, dénommé précédemment Gestion de Proximité	Secrétariat Général	20	Déjà ouvert
B+	Responsable pôle transports	Transports Sécurité	15	Déjà ouvert
B	Chef comptable parc	Direction	15	Déjà ouvert
B	Inspecteur permis de conduire à Mont Saint Martin	Transports Sécurité	15	Déjà ouvert
B	Adjoint au chef d'unité Procédures d'urbanisme	Aménagement durable, Urbanisme, Risques	15	Déjà ouvert

Nombre de postes : 6

Nombre de points : 100

NBI DURAFour - ANNEXE C
du 01/04/2011 au 31/12/2011

Niveau d'emploi	Désignation de l'emploi	Service	Nombre points attribués	Date d'ouverture du droit
C	Assistante de Direction	Direction	10	Déjà ouvert
C	Assistante de l'unité Programme de Rénovation Urbaine	Habitat	10	Du 01 avril 2011 au 31 décembre 2011
C	Chargé BEPECASER	Transports Sécurité	10	Déjà ouvert

Nombre de postes : 3

Nombre de points : 30

AGRICULTURE - FORET - CHASSE**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/275 du 22 mai 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Charey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 1979 portant institution de l'association foncière de CHAREY ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de CHAREY en date du 21 avril 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de CHAREY en date du 27 avril 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de CHAREY ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 11 mai 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de CHAREY, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 27 avril 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de CHAREY, adressé au président de l'association foncière de CHAREY, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/276 du 22 mai 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Xammes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 octobre 2003 portant institution de l'association foncière de XAMMES ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de XAMMES en date du 14 avril 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de XAMMES en date du 20 avril 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de XAMMES ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 11 mai 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de XAMMES, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 20 avril 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de XAMMES, adressé au président de l'association foncière de XAMMES, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/286 du 12 juin 2012 portant dissolution de l'association foncière de Chaudeney-sur-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 septembre 1992 portant institution d'une association foncière dans la commune de CHAUDENEY SUR MOSELLE ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU la délibération du 21 mars 2011 du bureau de l'association foncière de CHAUDENEY SUR MOSELLE décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 01 avril 2011 du conseil municipal de CHAUDENEY SUR MOSELLE acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de Toul le 05 décembre 2011 ;

CONSTATANT que l'association foncière de CHAUDENEY SUR MOSELLE n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de CHAUDENEY SUR MOSELLE est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de CHAUDENEY SUR MOSELLE est transféré à la commune de CHAUDENEY SUR MOSELLE qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de CHAUDENEY SUR MOSELLE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de CHAUDENEY SUR MOSELLE.

Article 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de CHAUDENEY SUR MOSELLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 12 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/287 du 7 juin 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Doncourt-lès-Conflans / Bruville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 1995 portant institution de l'association foncière de DONCOURT LES CONFLANS – BRUVILLE ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de DONCOURT LES CONFLANS - BRUVILLE en date du 06 avril 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de DONCOURT LES CONFLANS - BRUVILLE en date du 15 novembre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de DONCOURT LES CONFLANS - BRUVILLE ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 21 mai 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de DONCOURT LES CONFLANS - BRUVILLE , tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 15 novembre 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de DONCOURT LES CONFLANS - BRUVILLE, adressé au président de l'association foncière de DONCOURT LES CONFLANS - BRUVILLE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 7 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/293 du 11 juin 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bénamenil

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 mars 1998 portant institution de l'association foncière de BENAMENIL ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BENAMENIL, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 05 juin 2012 du président de l'association foncière de BENAMENIL ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BENAMENIL sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BENAMENIL.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BENAMENIL ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 11 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/294 du 21 juin 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Cutry

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 05 juillet 1993 portant institution de l'association foncière de CUTRY ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de CUTRY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 29 mai 2012 du président de l'association foncière de CUTRY ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de CUTRY sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de CUTRY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de CUTRY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 21 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté N° B-2012-016 du 7 juin 2012 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-2 et R. 411-6 à R. 411-14 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4ème de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;

VU la demande du Muséum Aquarium de Nancy en date du 16 mai 2012 ;

CONSIDÉRANT que l'objectif pédagogique des expositions sollicitées s'intègre dans le cadre de la sensibilisation du public ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Museum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter et exposer les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les prescriptions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Précision (Nombre)	Date de l'exposition	Lieu de l'exposition
Picus Viridis	Pic-Vert	1	20/06/2012 au 15/10/2012	Musée départemental Raymond Poincaré 55300 SAMPIGNY

Article 2 : prescriptions

Un numéro d'inventaire doit être porté sur le spécimen de façon apparente et définitive.

La présentation doit intégrer les informations minimales suivantes :

- Les noms d'espèce scientifiques et vernaculaires des spécimens exposés ;
- Leur statut juridique.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à son bénéficiaire, et dont un exemplaire sera affiché par son bénéficiaire à l'entrée des différentes expositions.

Nancy, le 7 juin 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**Arrêté n° 11.D.D.P.P.96 du 10 novembre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur KAYSER Mélanie à Nomeny**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Mélanie KAYSER
Clinique vétérinaire de la Seille
9 quai Benoît
54610 NOMENY

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 10 novembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Arrêté n° 12.D.D.P.P.22 du 21 février 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur BERTOLANI Alice à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 ;

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Alice BERTOLANI
21 Rue de la Pologne
54300 LUNEVILLE

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Dr Eric MOGET

Arrêté n° 12.D.D.P.P.54 du 15 mai 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur REICHERT Priscilla à Joeuf

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 ;

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Priscilla REICHERT
79 Rue de Franchepré
54240 JOEUF

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

Arrêté n° 12.D.D.P.55 du 15 mai 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur PETIT Marie-Claire à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 ;

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée) ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Marie-Claire PETIT
Ruelle de la Vezouze
54300 LUNEVILLE

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Emmanuelle PORTEMER

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avis de concours interne sur épreuves d'Agent de maîtrise en date du 21 juin 2012

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 (Art 10.1°), modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy organise un concours interne sur épreuves d'Agent de Maîtrise afin de pourvoir :

- 1 poste d'Agent de maîtrise – Spécialité Electricité
- 2 postes d'Agent de maîtrise – Spécialité Plomberie
- 1 poste d'Agent de maîtrise – Spécialité Magasin
- 1 poste d'Agent de maîtrise – Spécialité Restauration
- 1 poste d'Agent de maîtrise – Spécialité Sécurité

I - Conditions d'inscription

Peuvent être admis à concourir :

- Les Maîtres Ouvriers, les Conducteurs ambulanciers de 1ère catégorie,
- Ainsi que, sous réserve de justifier de 7 ans d'ancienneté dans leur grade, Les Ouvriers Professionnels Qualifiés, les Conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie, les Aides de Laboratoire de classe supérieure, les Aides d'Électroradiologie de classe supérieure et les Aides de Pharmacie de classe supérieure régis par le décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière.

II - Composition et nature des épreuves

A) Épreuves écrites d'admissibilité

- * Épreuve écrite (durée = 2 h – coef. 1)

Résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent de maîtrise dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

B) Épreuve orale d'admission

* Entretien (durée = 20 mn – coef. 1)

Entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. Cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent de maîtrise.

III - Réception et clôture des inscriptions

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse affranchie au tarif en vigueur - format 21x 29,7 à :

C.H.U de NANCY - Direction des Ressources Humaines - Unité G.P.E.

Service Concours et Examens – Bureau n° 11

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034 – 54035 NANCY Cedex

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse (au plus tard à 16h00) ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DÉLAI D'1 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 21 juin 2012

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier en date du 28 juin 2012

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise un concours interne sur titres de maître ouvrier afin de pourvoir :

- 1 poste spécialité informatique

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires de 2 diplômes de niveau V ou de 2 qualifications reconnues équivalentes.

Disposition particulière : une dispense de diplôme peut être appliquée dans certaines conditions

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre de motivation, CV et copies des diplômes) doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines

Centre Psychothérapique de Nancy

BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication de cet avis au registre des actes administratifs, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 28 juin 2012

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

Avis de concours interne sur titres pour le recrutement de deux Maîtres Ouvriers en date du 28 juin 2012

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise un concours interne sur titres de maître ouvrier afin de pourvoir 2 postes :

- 1 poste spécialité environnement serres

- 1 poste spécialité sécurité

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2e catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins 2 ans de services effectifs dans leurs grades respectifs.

Disposition particulière : une dispense de diplôme peut être appliquée dans certaines conditions

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre de motivation, CV et copies des diplômes) doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines

Centre Psychothérapique de Nancy

BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication de cet avis au registre des actes administratifs, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 28 juin 2012

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

Avis de concours sur titres pour le recrutement de neuf Ouvriers Professionnels Qualifiés en date du 28 juin 2012

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise à partir du 1er octobre 2012 un concours sur titres d'ouvriers professionnels qualifiés afin de pourvoir 9 postes :

- 1 poste spécialité électricité

- 1 poste spécialité plomberie
- 3 postes spécialité sécurité
- 4 postes spécialité restauration

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente.

Disposition particulière : une dispense de diplôme peut être appliquée dans certaines conditions

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre +CV+copie des diplômes) doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines

Centre Psychothérapique de Nancy

BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication de cet avis au registre des actes administratifs, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 28 juin 2012

Pour Le Directeur et par délégation,

Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,

Sébastien MESTELAN

